

## EDITORIAL

### Activisme

**A**VEZ-VOUS entendu cette histoire? Elle dit que les contrôles du fisc dans les cabinets médicaux n'ont rien à voir avec des redressements; c'est juste pour savoir quelle est cette merveilleuse banque qui prête 6 ou 7 millions de DH à des personnes qui ne déclarent que 100.000 ou 150.000 DH de revenus annuels. En respectant la règle du tiers, il faudra quelque 200 ans à ces emprunteurs pour rembourser le principal. Qui a dit que les banques ne sont pas généreuses?

En fait, les fraudes fiscales sont si installées que des cabinets se croient victimes de persécutions quand intervient le retour à la loi, ce qui ne doit pas exonérer les contrôleurs de s'y conformer eux aussi.

Le sentiment d'immunité est si ancré que des bénéficiaires ont manifesté contre la fiscalisation de leurs revenus. Ils l'ont fait sous l'égide d'un syndicat (et pas de l'Ordre des médecins, nuance importante), pour protester contre le peu de cas que l'on fait de leur «rôle social» (sic), de la longueur de leurs études...

Heureusement, les protestataires n'étaient guère nombreux: ce dossier est vraiment difficile à défendre. Comme avait été difficile à défendre la petite poignée de cliniques sanctionnées pour manque d'hygiène. C'était il y a quinze ans: le ministère avait «osé» ordonner des mises à niveau. C'était la première fois que les pouvoirs publics remplissaient leur fonction dans ce domaine. Le font-ils encore? Pas sûr.

Chaque fois, on a affaire à une toute petite minorité activiste et bruyante, qui fixe l'attention, paralysant l'autorité de l'Etat. Et surtout, elle tient les citoyens en dehors de ce qui les concerne au premier chef, leur santé.

Les citoyens ne sont pas des naïfs. Ils voient bien que cette minorité couvre des désordres bien plus préoccupants: absentéisme, corruption, dégradations, vol de matières, refus de mise à niveau, négligences...

Si les élections de l'Ordre, le mois prochain, ne s'attaquent pas à cet état de fait, alors il faudra des mesures plus fortes. □

Nadia SALAH

# Privatisations

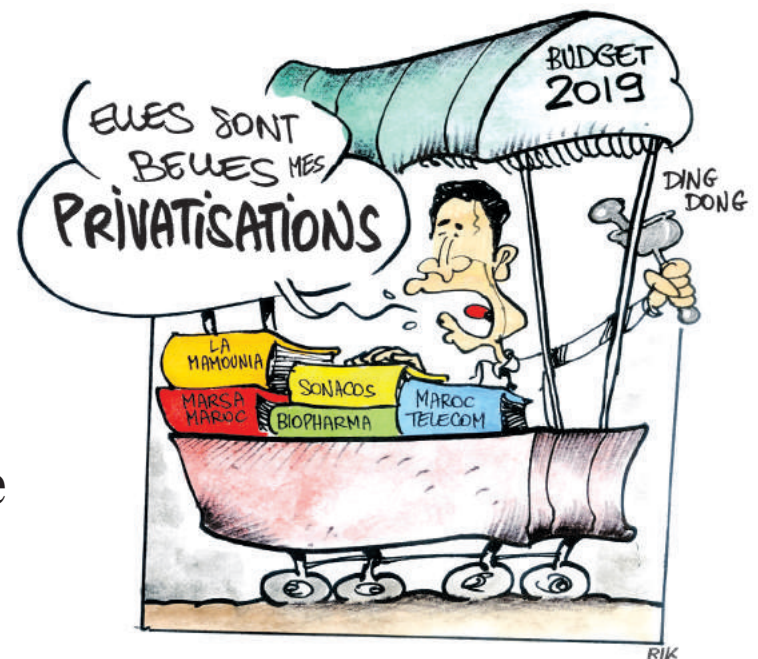
## La liste définitive

• **Energie Electrique, la Mamounia, Maroc Telecom...**

• **Une recette de 10 milliards de DH escomptée en 2019**

• **Le Conseil de gouvernement adopte le projet de loi**

Voir page 2



## Croissance continue pour les OPCVM

**L'**INVESTISSEMENT en OPCVM est de plus en plus prisé. L'actif sous gestion de ces instruments de placement affiche une croissance moyenne annuelle continue aux cours des 5 dernières années. Aujourd'hui, l'encours des OPCVM dépasse les 439 milliards de DH pour représenter plus de 40% du PIB. A tel point qu'ils deviennent, auprès du système bancaire, les principaux instruments de financement de l'économie. Reste qu'aujourd'hui, cette source de placement doit s'ouvrir davantage au grand public. □

Voir Analyse pages 4 & 6

■ **Electrification Afrique: Masen accompagne la BAD**

Voir page 8

■ **Casablanca: Le trajet du futur Bus Rapid Transit**

Voir page 16

■ **Horaire scolaire: La colère continue**

Voir De Bonnes Sources



Ph. Jarfi

Salah GRINE

## Cession résidence principale

### Supprimer l'exonération de l'IR, une bonne idée?

Voir page 29

## Collectivités territoriales

### L'Intérieur surveille les dérapages

Voir page 9